



OPINIONS

LES PROBLÈMES DES ÉTUDIANTS

(fin)

François Josse

L'ADAPTATION DE L'UNIVERSITÉ A L'INDUSTRIE

Depuis plusieurs années, les étudiants de la Faculté des Lettres reçoivent périodiquement des prospectus les informant de l'existence d'un « Centre d'études et de recherches des sciences humaines appliquées » qui organise à leur intention des « cycles d'information sur la gestion et l'administration des entreprises ». Ces prospectus, qui leur sont individuellement adressés sous enveloppes à en-tête de la Sorbonne, présentent toutes les apparences extérieures d'une publication officielle de la Faculté. Confusion délibérément provoquée et que ne peuvent qu'entretenir la caution apportée à cette entreprise par la très officieuse « Association des anciens élèves de la faculté des lettres et sciences humaines de Paris », le fait que les conférences proposées se déroulent dans les amphithéâtres de la Sorbonne, que la vice-présidence était assurée jusqu'à son récent décès par le doyen Aymard, ainsi que la participation de certains professeurs et assistants, tels MM. Aron, Daval, Dupont, Flacelière (directeur de l'École normale supérieure), Fraisse, Guillebeau, Le Gentil, Stoetzel, ainsi que Mme Favez-Boutonier.

Cependant, la présence de ces quelques « universitaires éminents » n'est invoquée que pour faire avaliser celle, infiniment plus compacte, d'éminences moins universitaires MM. Bleustein-Blanchet, président de l'Agence Publicis ; Demonque, président-directeur général des ciments Lafarge ; Grandpierre, vice-président de la Compagnie de Pont-à-Mousson ; Salmon, président directeur général de *France-Soir* ; Vacher, président-directeur général de Kodak-Pathé ; Toulouse, président de la Société des super-marchés « Doc » ; Vallée, rapporteur général au Conseil national du patronat français ; ainsi que MM. Catin, délégué

général de l'Union des industries textiles, et de Vogue, président de la Compagnie de Saint-Gobain, qui assurent respectivement la présidence et la co-vice-présidence du « Conseil de direction ».

La seule composition de ce conseil d'administration doit inciter à regarder de plus près le contenu de cet enseignement parallèle administré en Sorbonne. Les « cours » étant intégralement publiés dans la revue *Humanisme et Entreprise* (luxueuse publication du Centre, sans nul doute financée, comme l'ensemble de l'organisation, directement par le patronat), il suffit de consulter celle-ci pour se faire une idée de la doctrine.

La réalité dépasse d'emblée toutes nos espérances. C'est ainsi, par exemple, que M. Norguet, président de la Chambre syndicale des constructeurs de navires et machines marines, résout « en dehors de tout a priori idéologique ou partisan », un « problème précis », qui est de savoir s'il faut assurer la répartition ou la création des richesses, en concluant à la nécessité de produire avant de songer à toute distribution. L'argumentation est résumée dans une de ces « lois économiques et sociales, *simples* d'ailleurs, et très peu nombreuses, qui valent pour tous les lieux et tous les régimes sociaux » et qui s'énonce « les plus belles règles de répartition donnent zéro à chacun si la tire-lire est vide ».

M. Norguet poursuit « Donc, il faut produire. Mais qui sont les *producteurs* ? Ceux qui forment la *masse*. Ce sont les mains sans nombre de la masse anonyme qui servent et qui créent. Guidées, aidées - il ne faut pas l'oublier - par ceux qui commandent, prévoient, organisent, aux divers étages de la hiérarchie. Mais c'est d'elles que sort finalement la richesse. Sujétion ? Oui, mais aussi une fonction magnifique, quel que soit le régime social. Et qui la décrie, pour quelque motif que ce soit, va contre le génie de l'espèce et son bien. L'espèce qui, sans le travail, en serait encore à l'âge des cavernes.

« D'ailleurs, il n'est pas de plus *beau bien social* que le travail.

« Ouvrier, employé, n'écoute pas l'affreux slogan « Ne travaille pas trop, c'est pour le patron que tu travailles. » Tu travailles d'abord pour toi, car même si ton salaire te paraît trop faible, il existe et il a pour base le fait que tu produis. Et puis, chose sur laquelle on ne saurait trop insister, tu travailles pour autrui, tu rends *service*. D'autres hommes attendent ce qui sortira

de tes mains. Souvent des hommes de ta propre classe, peut-être des moins favorisés que toi.

« Ce n'est pas pour le patron que tu travailles, c'est pour eux. » Un peu plus loin, M. Norguet propose cette très remarquable explication des antagonismes dans l'entreprise : « Qu'il soit chef ou subordonné, le Français moyen est facilement irrité par la moindre entrave - par exemple, un feu rouge! -, agacé non seulement par la contradiction, mais par la seule perspective d'une discussion de ses vues. S'il est chef, il lui paraîtra particulièrement agréable de commander sans avoir besoin de s'expliquer et sans risquer l'opposition...

« Du côté des salariés joue l'esprit revendicatif, l'amour des discussions de principe, qui, sans être eux non plus spéciaux aux Français, sont deux de ses péchés mignons... Que peut penser un directeur lorsque, à un programme d'organisation très franchement et très sincèrement exposé, un délégué répond :

« Qu'est-ce que vous voulez que ça nous fasse, nous, on est là pour faire sauter le truc ! » Encore qu'authentique, il s'agit là, je m'empresse de le dire, d'un cas limite ».

Tout serait à citer de la contribution de cet ingénieur constructeur de navires et machines marines aux sciences de l'homme ¹

LA PHILOSOPHIE DES CHEFS D'ENTREPRISE

Il s'en faut cependant que l'ensemble de cet « enseignement » ne constitue en tout et pour tout qu'un tel tissu d'inepties. D'autres orateurs représentent avec infiniment plus de sérieux le type du « chef d'entreprise » que sont censés aspirer à devenir les étudiants venus les écouter. Tel M. De Wouters, président-directeur général des pneumatiques Dunlop, venu jeter un rapide coup d'oeil sur les qualités requises, dans notre régime dit « capitaliste », de l'entrepreneur qui a la mission de créer et de développer une forme d'activité, et dont les considérations sur « l'esprit d'entreprise » ne s'épuisent pas dans la reproduction des clichés de l'idéologie anti-ouvrière. Son exposé présente de façon claire et posée le modèle de l'entrepreneur comme membre de cette « phalange d'hommes d'élite animés par un esprit ouvert, méthodique et un dynamisme conquérant », qui a édifié de grandes nations,

1-L'Humanisme et Entreprise, n° 16, « La production: problème humain (1962).

« tels les États-Unis d'Amérique ou la Russie soviétique », de grandes organisations économiques ou spirituelles (l'Église catholique, par exemple) - sans jamais tomber dans l'ingénuité : « L'autorité du chef, telle qu'on la conçoit de nos jours et qu'il ne faut pas confondre avec l'autoritarisme, est basée sur une justice absolue, une gestion « translucide » dont est exclu tout favoritisme. Il faut demander avec politesse des choses logiques, en faisant participer tous les échelons à la décision prise, mais ne pas transiger sur l'obtention de ce que l'on a ainsi demandé ; après quoi, il faut être humain, et avoir une bienveillance sereine. Ce n'est pas toujours facile ² »•

Tels aussi MM. Jacques Ehrsam, président-directeur général de la compagnie Singer, venu parler à ses « jeunes amis » du « rôle magnifique, passionnant et éminemment utile³ » de chef d'entreprise ; Raison, conseiller référendaire à la Cour des comptes, chef du service Productivité au Commissariat général au plan, dont l'exposé sur la rationalisation nécessaire dans « la vie moderne », exorcise le concept de productivité à l'encontre aussi bien de ceux qui « y ont vite reconnu un monstre honni qui s'appelait le Taylorisme, le Sweating system, et se sont mis à en dénoncer les dangers pour la classe ouvrière », que de ceux qui « ont fait de la productivité non plus un moyen, mais un idéal, voire une mystique, une réincarnation du bonheur universel et du génie du bien et aussi l'instrument d'un paternalisme de bon aloi ⁴ » ; François Bloch-Lainé, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, dont l'intervention condense les « recherches » par ailleurs connues sur « la réforme de l'entreprise », etc, etc.

Il ne faut néanmoins pas s'imaginer que, pour n'être pas toutes des caricatures de la mentalité capitaliste et se présenter sous des formes parfois assez médiate, ces « conférences » quittent un seul instant le terrain de la mystification. C'est par exemple M. Bleustein-Blanchet, président de Publicis, qui a le front de donner l'exploitation récente en Europe du marché des jeunes (en France 5 115 800 individus, soit 9,2 % de la population totale) grands consommateurs d'appareils photos, de transistors, d'électrophones, de disques, de cyclomoteurs, etc, pour la décou

2. *H. et E.*, n° 16, 5 L'esprit d'entreprise dans l'entreprise » 1962)

3. *H. et E.*, n° 22, « La pratique de la direction » (1963).

4. *H. et E.*, n° 5, « Un champ d'action pour des hommes disponibles la productivité » (1960).

verte d'une « civilisation de la jeunesse », et de définir la publicité comme « moyen *d'information* » englobant « la totalité des besoins humains » ! Ainsi, « la publicité, dans cet effort réfléchi pour appréhender les problèmes et les résoudre, est donc une école, une école de volonté et d'imagination, une école de connaissance et de *respect de l'individu (sic)*. Je puis vous en parler, puisque je n'ai connu d'autre université que celle de la vie. Ma *vocation* m'a poussé vers une activité si décriée à l'époque qu'aucun père de famille ne l'eût recommandée à son fils, à plus forte raison à sa fille, et il a fallu trente-cinq ans pour lui donner sa structure, ses méthodes et sa morale - pour en faire une véritable profession » etc.

Il transparait d'ailleurs à travers tout cet « enseignement » une philosophie du chef d'entreprise, celle qu'il s'agit précisément d'inculquer aux étudiants qu'on veut former à devenir des « cadres », et qui se donne ingénument comme telle : appel à l'« élite » qui a « mission » de commander (pour autant qu'elle en ait la « vocation »), à la fonction des « chefs », au caractère indispensable des « dirigeants », par opposition aux « exécutants ». Étant entendu toutefois que l'autorité des premiers doit relever de la « psychologie », du « sens de l'humain », de la capacité à promouvoir « l'esprit d'équipe », etc. D'où justement la nécessité de s'adresser à des licenciés ès lettres.

En face du technicien scientifique, de l'ingénieur affecté à la production, qui manipule la matière, il y a place pour le technicien littéraire qui manipulera le personnel, la matière humaine. Ce parallélisme s'étale presque sans précaution oratoire : « La science, au contact des choses, et d'elles seulement, se ressent quelque peu de cette fréquentation de la matière ; les lettres, au sens large du mot, sont matière humaine, mettent en rapport avec la pensée vivante et mouvante et avec l'activité qui l'exprime. Dans l'entreprise, il y a, certes, la matière ; mais il y a aussi l'homme. La première pose des problèmes que le technicien résoudra ; le second, qu'il travaille dans l'entreprise ou qu'il en soit client, ne sera-t-il pas mieux compris par un esprit littéraire ⁶ ? »

Au demeurant, tous ces messieurs respirent l'optimisme le plus béat en ce qui concerne les destinées du capitalisme, au point

5. *H. et E.*, n° 18, « Les jeunes et la publicité (1963) ; c'est nous qui soulignons.

6. *H. et E.*, n° 1, « Le problème de l'intégration des étudiants de lettres dans l'entreprise » par Guillebeau (1959).

que le problème de la nature du régime social ne peut pas même se poser, sinon par allusion fugitive au fait « qu'il y a beau temps qu'en U.R.S.S. le Soviet d'usine a cessé de créer le désordre ». L'augmentation de la production dont, en définitive, l'ouvrier serait le premier bénéficiaire, semble le dernier mot de toute leur métaphysique.

LE RECRUTEMENT DES « EXECUTIVES »

William H. Whyte a décrit⁷ l'arrivée, chaque printemps, dans les universités américaines, des agents recruteurs venus embaucher les étudiants en fin d'études pour les grandes entreprises. Ce système, en place depuis longtemps aux États-Unis où, de plus, les plus importantes universités sont privées, tend à s'instituer en France. Le « Centre d'études et de recherches des sciences humaines appliquées » ne constitue qu'un premier pas en ce sens. Il s'agit en fait que l'Université cesse de rêver aux franchises du passé et se mette au service de l'industrie privée. Il y a beau temps que cette adaptation s'est réalisée en ce qui concerne les scientifiques, en particulier dans les multiples instituts parallèles à la Faculté des Sciences ; la nouveauté est que les étudiants de lettres sont en passe de devenir également indispensables aux entreprises.

Celles-ci éprouvent en effet un besoin croissant de personnel qualifié pour faire fonctionner certains services d'administration, de relations avec la clientèle, de recrutement du personnel, de publicité, etc. Le littéraire, licencié ou non, que l'enseignement ne tente pas (et pour cause), va donc se voir proposer de faire carrière dans l'entreprise, d'accéder, après avoir été mis à l'épreuve durant un stage et s'il a donné satisfaction, à un poste de cadre : chef du personnel, chargé de la sélection, de l'affectation, de la mutation, de la formation et de la promotion des exécutants organisateur des relations humaines, chargé d'adapter le personnel aux perfectionnements techniques apportés au travail et d'éviter les conflits en l'« informant » sur le fonctionnement de l'entreprise par la rédaction d'un journal-maison, la confection de tableaux d'affichage, la tenue de réunions ; chef du service des ventes, chargé d'enquêter et de prospector le marché, de

7. Dans « L'homme de l'organisation ».

déterminer les « besoins » de la clientèle, et s'il y a lieu, de les créer, ce qui est plus proprement du ressort du chef du département de la publicité ; secrétaire dans les divers services d'administration et de gestion ; ou encore conseiller éducatif, animateur des loisirs affecté aux oeuvres « sociales » ou « culturelles » - toutes tâches dont l'importance va croissant dans l'entreprise.

L'étudiant de lettres, insatisfait de ses études, qui ne quitte que rarement l'Université avec le sentiment d'y avoir appris grand-chose d'indispensable à la vie et n'a généralement pas d'autre débouché que l'enseignement où il pourra travailler à la perpétuation de l'espèce, est en droit de se demander ce qui lui vaut de se voir proposer un tel « éventail de nouvelles professions ». Lui qui a péniblement appris en Sorbonne les verbes déponents ou la table des catégories, qu'Attila est mort d'un saignement de nez ou qu'il existe des phénomènes sociaux totaux globaux, peut se demander ce qui le prédispose dans ce stock de connaissances à aller animer la vie des entreprises.

C'est ce que lui explique M. Guillebeau, maître-assistant et directeur du Centre d'études et de recherches, dans le commentaire qu'il donne du stage effectué par 117 étudiants de lettres à la suite du cycle de conférences 1957-58 : « Qu'il soit linguiste, historien, littéraire ou philosophe, l'étudiant de lettres fait des dissertations, des versions, des thèmes, des exposés, des mémoires, se trouve constamment placé devant la pensée des autres pour l'étudier, la transposer dans une langue différente, la juger, la critiquer au besoin - ou devant des faits, des constatations, qu'il s'agit de, grouper, d'expliquer ou simplement d'exposer. Il n'est donc pas surprenant que, chargé dans l'entreprise de rédiger un rapport ou d'étudier le fonctionnement d'un service, il se soit souvent senti redevable à tous ces exercices ; les qualités exigées étaient les mêmes dans les deux cas ; seul différait le domaine dans lequel elles avaient à être utilisées. Le sérieux, la concentration, le sens critique, l'intelligence au sens étymologique du mot, l'attention du détail et la vue des ensembles : voilà ce que nos stagiaires déclarent avoir acquis par les exercices dont ils s'accordent, sans réticences, à reconnaître la valeur formatrice.

« Il faut enfin signaler que, dans des cas précis, certains *travaux particuliers* effectués à la Faculté par les étudiants de lettres leur ont été fort utiles au cours du stage. Ceux qui, par exemple, avaient l'habitude de faire des recherches bibliographiques, de

réunir et de classer des fiches de documentation, de dresser des statistiques (géographie, sociologie, etc.) n'ont évidemment connu aucun dépaysement quand on les a affectés dans l'entreprise à un poste qui demandait un travail analogue, parfois même identique. Vivacité d'esprit et, par suite, rapidité d'exécution, habitude d'aller droit à ce qui est intéressant et de négliger le détail inutile ou accessoire qui risque souvent de fausser les lignes générales, si on lui attribue une importance qu'il n'a pas autant de qualités que des travaux personnels antérieurs avaient contribué à développer⁸ »

L'étudiant de lettres sort de l'Université équipé de « mécanismes intellectuels acquis, indépendamment du contenu concret qu'ils supposent » et qui consistent en « une faculté d'adaptation et de compréhension, en une possibilité de juger se gardant de tout a priori, en une synthèse des contraires, dans la mesure où le détail ne fera pas perdre de vue l'ensemble et où la saisie de la totalité ne se bornera pas à elle-même, et ne demeurera pas dans la généralité et dans l'imprécision » - bref, de ce que l'on peut appeler, lyrisme à part, un certain *pouvoir d'abstraction*.

En un sens, il n'est pas de meilleure confirmation de l'inadéquation du contenu de l'enseignement administré en Sorbonne que cet aveu d'un maître-assistant : un licencié ès lettres, ayant passé trois ou quatre ans à la Faculté, est mûr pour exercer les fonctions de bureaucrate du secteur privé ! Il est clair par ailleurs que la mise en valeur de ce pouvoir d'abstraction qu'acquiert l'étudiant en lettres ne satisfait en rien les revendications du mouvement syndical sur la nécessité d'élaborer un enseignement axé sur *la formation*. Il s'agit en effet d'une formation qui prépare l'étudiant à la recherche dans le domaine de ses études... et non à l'administration des affaires de la compagnie Pêchiney.

Reste, et c'est le moins qu'on puisse attendre d'études « supérieures », que l'étudiant sort de l'Université apte, tout à fait indépendamment du contenu de ce qu'il a appris, à certaines fonctions d'organisation assez mal définies, exigeant un minimum d'initiative, la capacité de manipuler des textes, de rédiger un rapport, en un mot, capable de fournir un certain travail intellectuel.

C'est cette aptitude qui le distingue du manoeuvre et lui confère

8. Rapport déjà cité de M. Guillebeau.

une valeur sur le marché du travail. Et il est clair que cette valeur va croître avec la diminution des tâches purement manuelles dans l'industrie, devant le développement de l'automation et le gonflement des besoins en personnel qualifié, du cadre de maîtrise au « manager ». On peut prévoir, en effet, que les besoins de l'industrie en « littéraires », et non plus seulement en « scientifiques », vont augmenter considérablement. On peut avancer à cela plusieurs raisons: la concentration du capital monopolistique qui entraîne la fusion d'établissements en unités de plus en plus vastes dont la marche doit rester centralisée au niveau de la direction (mouvement qu'on désigne sous le nom de « tendance de la vie moderne à devenir de plus en plus complexe »); la nécessité, en fonction du développement technologique, de décharger les ingénieurs de toute fonction administrative ; enfin, le passage à une « société de consommation ». Dans la mesure où c'est sur le marché intérieur que doit s'écouler la production, où donc le producteur doit impérieusement devenir consommateur de son propre produit, le régime capitaliste, autoritaire et coercitif, doit se faire persuasif vis-à-vis de la classe ouvrière devenue clientèle de masse. L'ouvrier n'est plus seulement une force de travail achetée, mais un acheteur. D'où la nécessité de recruter les chefs de personnel, non plus parmi les retraités militaires comme cela se faisait jusqu'à présent, mais parmi les cadres formés à de plus insidieuses techniques de commandement (passage de l'atelier-caserne à la « démocratie industrielle »). D'autre part, cette société de consommation (dite « ère d'abondance ») ne peut se constituer qu'en multipliant en recréant perpétuellement de faux besoins. D'où la demande sans cesse accrue en spécialistes de « psychologie » à des fins de conditionnement du marché.

Le littéraire voit donc s'ouvrir devant lui de brillantes perspectives d'emploi. A l'inverse de sa valeur intellectuelle, que le système des études en vigueur lui permet de moins en moins de développer, sa valeur marchande est en hausse. C'est pour l'acheter que M. Bleustein-Blanchet et le président-directeur général de la compagnie de Saint-Gobain viennent baver en Sorbonne sur l'« humanisme industriel ».

Cependant, pour avoir tout à fait la cote sur le marché du travail, le littéraire devra faire encore quelques petits efforts d'adaptation. Et l'on s'occupe activement de lui faciliter la tâche.

UN ENSEIGNEMENT PLUS ADAPTÉ AUX BESOINS DES ENTREPRISES

On connaît le sens du plan Fouchet qui est d'adapter plus étroitement l'enseignement officiel aux besoins des entreprises, de transformer l'Université traditionnelle, libérale et humaniste, créée dans le dernier quart du XIXe siècle par une bourgeoisie encore rêveuse, en Université technocratique, plus conforme aux besoins des monopoles qui dominent l'économie. C'est dans le cadre de ce plan gouvernemental qu'il faut situer les projets officieux élaborés par le « Centre d'études et de recherches ». En effet, il ne s'agit pas seulement de compléter la formation donnée par l'enseignement traditionnel, mais, dans un second temps, de modifier cet enseignement lui-même. Tout cela commence toujours par de très louangeuses considérations sur la haute valeur de cet enseignement et des maîtres qui l'assurent, sur l'estime dont ils jouissent de la part des entrepreneurs : « La culture désintéressée garde toute sa noblesse. Héritière d'une riche tradition, elle maintient intact ce désir de connaître pour connaître qui est à l'origine de toute « science » et constitue, chez l'être pensant, un des éléments de sa grandeur... Dans l'entreprise, l'Université conserve tout son prestige... Le prestige de l'Université reste d'ailleurs égal à lui-même. Plus d'un stagiaire en a constaté le rayonnement pendant son séjour dans l'entreprise ⁹ ». M. Bleustein-Blanchet tient pour sa part « à rendre hommage au doyen Aymard qui, en lui accordant (au Centre de sciences humaines appliquées) la caution de l'Université en a fait le meilleur passeport qu'un littéraire puisse présenter à l'entreprise ¹⁰ » M. Huvelin, président-directeur général de la société Kléber-Colombes, parle avec affectation des « universitaires éminents », des « maîtres de la culture » ¹¹, etc. Toutes ces contorsions ne signifient en fait rien d'autre que ceci : l'Université forme actuellement aux frais de la nation des hommes susceptibles de faire partie. du personnel d'encadrement des entreprises privées, et il est très bien qu'il en soit ainsi.

Toutefois, il serait mieux encore que cette formation fût plus étroitement adaptée aux exigences réelles de ces entreprises. C'est

9. *H. et E.*, n° 2, rapport déjà cité de M. Guillebeau.

10. *H. et E.*, n° 18.

11. *II. et E.*, n° 8.

pourquoi ces simagrées préliminaires s'assortissent généralement de restrictions qui s'expriment en circonlocutions oratoires assez plaisantes : on regrette le caractère « abstrait », « théorique » de cet enseignement ; on suggère qu'il est peut-être en retard sur « l'évolution de la vie moderne », trop exclusivement orienté vers « la réflexion pure » au détriment de « l'action », etc. M. Guillebeau, grand fourrier du capital dans l'Université, précise un peu plus franchement les choses: il souhaite « un enseignement supérieur de lettres qui ne serait pas seulement destiné à former des professionnels de l'enseignement ou de la recherche pure, mais aussi une élite capable de porter son esprit dans les secteurs professionnels les plus variés ». Une culture désintéressée n'est pas une culture qui ne s'intéresserait par principe à rien d'autre qu'à elle-même. « Ce ne sera pas pour elle une déchéance que de servir effectivement, que de s'intégrer dans la vie active du pays, par l'intermédiaire de ceux qui, formés à son école, apporteront dans l'exercice de leur profession - même en dehors de l'enseignement - un surcroît de dignité et une plus grande ouverture d'esprit... Notre époque est moins favorable que d'autres ne l'ont été à ceux qui voudraient à tout prix ne connaître que les joies de l'esprit... L'homme de cabinet n'est guère toléré par le monde moderne », etc. M. Guillebeau voit aussi se dessiner « un nouvel aspect de l'humanisme éternel, où la culture littéraire, s'exerçant sur un domaine pratique et souvent matériel, avec lequel elle paraissait n'avoir rien de commun, le fera bénéficier des avantages précieux qu'elle comporte, sans pour cela s'abaisser à oublier ce qu'elle se doit. L'évolution du monde moderne permet dira-t-on qu'elle exige ? - l'existence d'un tel humanisme, non plus orienté vers la réflexion pure, mais qui portera essentiellement sur les conditions dans lesquelles se développe l'action - et qui servira alors sans s'asservir ».

Mme Mathieu-Raoult, chargée par le « Centre » de mener une enquête auprès de 40 directeurs d'entreprises industrielles et commerciales afin de déterminer le rôle que pourraient jouer les psychologues et sociologues issus de la Sorbonne, est plus explicite encore sur les 32 pages que compte son rapport, 31 sont consacrées à démontrer le peu de cas que font les cadres consultés de la psychologie et de la sociologie, de leur indifférence, leur manque d'intérêt - au point que l'on se demande si cette opération du Centre ne joue pas un rôle exactement contraire à celui qu'il se proposait.

Ce n'est qu'à la dernière page que l'on comprend : les responsables interrogés auraient manifesté plus d'enthousiasme à l'égard des psychologues et des sociologues « si ces derniers n'étaient pas trop souvent centrés sur les problèmes humains et fermés à toute idée de rentabilité ». D'où l'enquêtrice tire la conclusion : « Il est donc nécessaire que soit complétée la formation donnée aux psychologues et aux sociologues »¹² ;

Ce « complément », c'est jusqu'à présent le Centre des sciences humaines appliquées qui est censé les apporter à l'étudiant parallèlement à l'enseignement officiel - en attendant, ce qui ne saurait tarder, que le premier s'étant aligné sur le second, il puisse suffire à tout. Les allusions de M. Huvelin, venu parler en Sorbonne de la sociologie considéré du point de vue des entrepreneurs, sont suffisamment claires à cet égard : « Elle est encore à chercher sa voie. Depuis Auguste Comte et Durkheim, la sociologie française poursuit son effort pour asseoir ses travaux sur une base conceptuelle solide, ce qui paraît demeurer sa préoccupation majeure. Il est certain que, dans l'état actuel de son évolution, elle n'est pas à même de nous rendre de grands services, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'elle ne pourra jamais le faire.

« Plus empirique, la sociologie américaine cherche à prouver le mouvement en marchant. Elle est à même, d'ores et déjà, de nous rendre des services appréciables, à condition que nous sachions prendre les précautions nécessaires pour transposer ses résultats, et même ses méthodes, d'un milieu américain à un milieu européen, et plus particulièrement à un milieu français »¹³ Il s'agit bien ici de préparer directement une réforme des études. Les récriminations de M. Guillebeau ne laissent aucun doute à ce sujet. Le plus admirable est qu'il présente ce plus étroit conditionnement de l'enseignement à la formation de spécialistes directement utilisables pour les entreprises comme un élargissement de la culture « Aux yeux de l'étudiant, l'enseignement supérieur qu'il reçoit se présente comme une sorte de spécialisation dont les limites peuvent lui paraître arbitraires s'il les confronte avec le contexte de la vie moderne » ; fort heureusement, le « nouvel aspect de l'humanisme éternel » en gestation dans les sciences humaines appliquées se propose d' « enrichir la culture

12. *H. et E.*, n° 19, « La psychologie et la sociologie appliquées à l'entreprise » (1963)

13. *H. et E.*, n° 8.

générale..., d'en élargir le champ, de manière qu'elle réponde davantage encore à sa domination ». Et plus loin, l'enseignement supérieur doit pouvoir « adapter la formation des esprits non seulement aux besoins spécifiques d'un domaine particulier, mais aussi aux besoins généraux du monde moderne »

Il s'agit donc de « créer un pont entre l'enseignement supérieur et le monde économique », d'instituer une « coopération entre l'Université et l'Industrie ». Or, il est clair que laisser s'instituer une telle « coopération », c'est vouer l'enseignement à sa liquidation complète dans les plus brefs délais. Il n'est que d'entendre ces marchands exprimer leurs exigences, parler de ce qu'ils « attendent ») des sciences humaines, des « services » que celles-ci « doivent » pouvoir leur fournir, pour comprendre à quelles formes brutales d'asservissement de l'enseignement à leurs besoins songent ces messieurs. C'est encore M. Huvelin qui déclare en toute ingénuité : « La psychologie du commandement (sic) est souvent enseignée à tous les échelons de la hiérarchie et avec d'excellents résultats. C'est d'ailleurs, soit dit en passant, un terrain magnifique de coopération entre l'Université et l'Industrie, car nos meilleurs professeurs de psychologie du commandement sont des universitaires éminents qui se sont consacrés à cette étude », ou encore: « Dans l'entreprise industrielle, la culture rendra d'appréciables services (sic) ». Moyennant quoi, M. Huvelin vient commander en Sorbonne une nouvelle culture taillée sur mesure pour les entreprises. Car c'est, en somme, tout un nouveau lyrisme industriel que réclame M. Huvelin : « Nous avons noué un dialogue avec quelques littérateurs au sujet de l'attitude de la littérature à l'égard du développement industriel » - mais les « littérateurs » ayant manifesté peu d'empressement, c'est en Sorbonne qu'il vient faire part de ses desiderata : « La culture dont a besoin notre temps doit être authentique, puiser aux sources de toute véritable culture, mais elle doit assumer les apports nouveaux de l'évolution humaine... C'est la culture qui nous aidera à restituer à notre vie industrielle sa dimension fraternelle, universelle ¹⁴ »

On saisit ici sur le vif le procès idéologique : l'entrepreneur vient à domicile commander aux « clercs » dé créer des mythes à son usage, de composer des hymnes à la gloire de la Fraternité,

de l'Universalité de l'entreprise capitaliste. Il est d'ailleurs parfaitement exact que le recours à des idéologues professionnels, payés aux points, gagnant aux pièces, est on ne peut plus indiqué pour ces gens, souvent à peu près incapables de s'exprimer seulement en français. Rien n'est en effet plus sombrement gâteux qu'un entrepreneur livré à lui-même et méditant sur l'existence, tel, par exemple, M. Lowenbach, vice-président-directeur général de S.O.P.A.C. Régulation qui, après avoir cité Einstein, Labarthe, l'inévitable Teilhard de Chardin, le « grand philosophe allemand Karlfried von Durkheim », Philippe de Saint-Robert, le docteur Blanchard et Jean Fourastié, a la « vision » suivante des « relations de l'homme et de l'univers tout entier » : « Cette vision se situe sur deux axes. Celui de la puissance de nos moyens, de l'importance de nos savoirs, toujours plus étendus, et celui de la sagesse qui découle de la « Connaissance », elle-même appréhension du lien principal qui fait de nous les collaborateurs de la marche en avant de l'humanité vers son destin.

« On peut considérer l'axe de puissance comme plan horizontal. L'axe de la sagesse comme plan vertical puisqu'il figure le canal des lois qui viennent d'en haut.

« C'est le déséquilibre des deux plans qui est à l'origine de la confusion dans laquelle nous nous débattons.

« Une trop grande puissance non équilibrée par une sagesse véritable conduit à la catastrophe.

« Ces deux plans, horizontal et vertical, forment symboliquement une croix.

« Ce n'est pas un hasard que ce symbolisme. Depuis la lointaine antiquité », etc. ¹⁵.

Le même Lowenbach a d'ailleurs une « vision » beaucoup plus concrète de ce que pourrait être la collaboration des entreprises et de l'Université, lorsqu'il écrit : « Puisqu'une collaboration harmonieuse des métiers et professions a été envisagée, il paraît concevable de voir se grouper à l'échelon régional, national et ensuite européen, les représentants qualifiés de tous ceux qui produisent, vendent ou manipulent les richesses de la communauté.

« Tous les problèmes afférents aux préoccupations de ces hommes seraient étudiés et des solutions proposées pourraient utilement

15. *H. et E.*, n° 21, « Essence et défense de notre civilisation » (1963).

servir de base, aux décisions de ceux appelés à faire un choix.

« De même, en vue de faciliter cette opération harmonieuse de tous ceux qui produisent, vendent ou manipulent, pourraient se grouper ceux dont les textes étudiés à cette fin seraient la base de futurs lois ou décrets, afin de promouvoir et sauvegarder l'activité des hommes de la communauté ainsi que l'ordre et la justice.

« Tout naturellement s'y retrouveraient les magistrats, avocats ou fonctionnaires ; en un mot, tous ceux dont l'activité professionnelle se concentre autour de la magistrature et de la fonction publique, et auxquels incombe la tâche de veiller au fonctionnement harmonieux de toutes les activités des citoyens.

« Enfin, réfléchiraient ensemble aux problèmes éthiques, culturels, moraux, aux problèmes complexes de l'éducation, de la recherche scientifique, de la promotion sociale, à bien d'autres encore, les tenants de toutes les églises, tous ceux qui ont vocation d'éducateurs ; c'est-à-dire professeurs, instituteurs, responsables des grandes écoles, collèges et académies ainsi que les représentants de l'armée et ceux des familles, cellule essentielle de la communauté. »

Tout cela est, comme on le voit, assez joyeux. Or, le temps presse. Les fragiles structures de l'enseignement traditionnel ne, pourront pas résister à cette offensive directe du patronat qui soutient la politique universitaire du gouvernement. Pour peu que nous ne réagissions pas immédiatement, ces commis, qui ont derrière eux toute la puissance du grand capital, vont réaliser en un temps record une réforme de l'enseignement, en face de laquelle nous nous retrouverons, sans même nous en être rendu compte, et transformer l'Université en un haut lieu de l'obscurantisme le plus consternant.

UN INTELLECTUEL DE TYPE NOUVEAU

Toutefois, cette contestation de la part des entreprises exploite des *insuffisances réelles* de l'enseignement officiel, qu'elle contribue à faire particulièrement ressortir.

En premier lieu, cette pénétration du capital privé dans l'Université joue sur la situation matérielle des étudiants, délibérément perpétuée par les pouvoirs publics, qui, faute de moyens financiers,

ne peuvent pas poursuivre convenablement leurs études. L'étudiant, parvenu péniblement à enlever la licence en s'astreignant au régime du travail noir, n'a plus grande envie de s'adonner à la recherche « désintéressée » et éprouve le désir légitime de gagner sa vie. C'est sur la nécessité pour de nombreux étudiants d'interrompre leurs études faute d'argent, et bien souvent avant la licence, que spéculent les entreprises. Il est clair que tant que ne sera pas satisfaite la revendication du mouvement étudiant de l'allocation d'études sur critères universitaires, les entreprises pourront se livrer avec la plus grande facilité au débauchage massif des étudiants, tant littéraires que scientifiques, en cours d'études.

Par ailleurs, les conditions faites à l'enseignement public, et là encore délibérément entretenues, ont tout pour décourager l'étudiant de préférer la fonction enseignante aux carrières de « direction » qu'offre le secteur privé.

De plus, au niveau même du contenu, cette offensive des entreprises exploite les déficiences de la Faculté des lettres et de l'enseignement qui y est dispensé. D'abord, le caractère « formel », « abstrait », c'est-à-dire idéologique et faux du savoir qu'y peut acquérir l'étudiant et qui fait qu'il ne peut se passionner pour les études qu'il poursuit. Aucun étudiant, si mystifié qu'il soit, n'éprouve un intérêt réel pour ce qu'il fait, ne peut se déclarer satisfait du programme des cours, pour autant que ce savoir à caractère strictement universitaire, à usage interne, ne le met jamais en face du réel; qu'il y a toujours une coupure entre la réalité quotidienne de sa vie et l'univers de ses études, qui sont dès lors ressenties comme *devoir*. Loin de constituer une objectivation de son essence, une manifestation vitale de lui-même, les études sont considérées comme une limitation extérieure de son propre « moi » privé, alors que l'étudiant qui entre à l'Université se définit précisément par cette *aspiration à étudier*.

D'autre part, le mythe de la culture littéraire « désintéressée », des sciences humaines purement *théoriques*, sans aucune liaison avec la pratique sociale, constitue une monstrueuse absurdité au moment où les sciences exactes elles-mêmes, en dépit de leur haut niveau de formalisation et de spécialisation, prennent une conscience croissante de leur rôle dans la production. C'est aussi sur cette absence de liaison entre la théorie et la pratique dans l'enseignement actuel que jouent les entreprises en développant

tout un romantisme de la « participation » au « monde moderne » et, de fait, dans les rapports sur le stage effectué par les étudiants dans les entreprises, reviennent d'innombrables variations sur le thème de la participation à des collectivités actives, du contact avec un monde nouveau, de la conscience d'être utile, de jouer un rôle, etc.

C'est pourquoi il peut moins que jamais être question d'opposer aux desseins d'asservissement très précis des entreprises la défense de l'intégrité de l'enseignement traditionnel, libéral et humaniste. Ce n'est pas au moment où le patronat, accentuant sa pression, révèle clairement sa mainmise sur l'Université, montre le conditionnement de celle-ci par la réalité économique de la société et dissipe le mythe du Saint-Esprit des Hautes Etudes, que nous allons défendre la duperie de l'Université au-dessus des classes, de la culture désintéressée et de la théorie pure.

Mais nous devons au contraire opposer, sous peine de partir battus d'avance, notre propre modèle culturel, et, en profitant de tout ce qui dans cette offensive réactionnaire des entreprises vérifie et confirme la critique réellement progressiste, faire avancer les thèmes du nouvel intellectualisme, tel que le définissait A Gramsci, précisément parce qu'il en était dans toute sa vie l'incarnation « Dans le monde moderne, l'éducation technique, étroitement liée au travail industriel même le plus primitif et le plus déprécié, doit former la base du nouveau type d'intellectuel.

« C'est sur cette base qu'a travaillé *l'Ordine Nuovo* hebdomadaire pour développer certaines formes du nouvel intellectualisme et pour établir les nouvelles façons de le concevoir, et ce n'a pas été une des moindres raisons de son succès, parce qu'une, telle façon de poser le problème correspondait à des aspirations latentes et était conforme au développement des formes réelles de la vie. La façon d'être du nouvel intellectuel ne peut plus consister dans l'éloquence, agent moteur extérieur et momentané des sentiments et des passions, mais dans le fait qu'il se mêle activement à la vie pratique, comme constructeur, organisateur, « persuadeur permanent » parce qu'il n'est pas un simple orateur - et qu'il est toutefois supérieur à l'esprit mathématique abstrait ; de la technique-travail il parvient à la technique-science et à la conception humaniste historique, sans laquelle on reste un « spécialiste » et l'on ne devient pas un « dirigeant » (spécialiste + politique) » ¹⁶

C'est la seule direction dans laquelle puisse se développer effectivement la définition vague encore de l'étudiant comme « travailleur intellectuel » contenue dans la Charte du mouvement syndical, qui dès à présent réclame un enseignement économique-social permettant « aux divers cadres de l'économie, aux enseignants, aux chercheurs de se situer de manière critique [...] par rapport aux structures socio-économiques dans lesquelles leur travail se développera »¹⁷

C'est en effet, dans le développement conséquent de la conception de l'intellectuel comme *organisateur* que réside la négation la plus radicale des projets d'asservissement des entreprises non dans la défense de la cléricature, mais dans la définition d'un véritable « homme de l'organisation » qui, précisément parce qu'il le sera jusqu'au bout, ne sera pas un simple « exécutif » aux ordres du patronat, qui se contenterait de s'interroger sur les moyens de faire fonctionner l'entreprise, mais se posera des questions très précises sur la finalité de cette action dans l'organisation sociale tout entière.

Ce n'est pas dans l'idéal académique, qui reste une négation abstraite du technocratisme, que peut résider son dépassement, mais dans le modèle de l'organisation *politique* - et l'on sait que, selon Gramsci, « tous les membres d'un parti politique doivent être considérés comme des intellectuels ». A partir de quoi, l'intégration des étudiants en tant qu'intellectuels et futurs spécialistes à la pratique économique devient naturelle comme tend à le montrer la participation volontaire des étudiants algériens à la marche des entreprises du secteur industriel et agricole autogéré.

A la pénétration des entreprises dans l'Université, à leurs besoins en intellectuels (littéraires) à des fins d'organisation du travail, il ne s'agit pas d'opposer le refus pour l'intellectuel de participer à la vie économique, mais de pousser cette participation jusqu'à son terme : la revendication de l'appropriation, aux côtés de tous les travailleurs, du contrôle complet de la production pour réorganiser la société tout entière.

François Josse

17. *Manifeste pour une réforme démocratique de l'enseignement supérieur*, P. 15.